L'ABEILLE.

IMPRIMÉE ET PUBLIÉE, TOUS LES JOURS, PAR
JEROME BAYON.
IMPRIMEUR DE L'ETAT DE LA LOUISIANE.

" Il faut que l'UNION soit conservée."

SAMEDI MATIN, 7 DECEMBRE 1833.

POUR GOUVERNEUR:
J. B. DAWSON.

POUR MAIRE
JOHN H. HOLLAND.

POUR ALDERMAN—5ème. DISTRICT.
ALFRED DUCROS.

Pour le Sénat des Etats-Unis:
W. H. OVERTON.

POUR LE CONGRES:

1er. district—CHARLES GAYARRE.
2d district—JAMES M. BRADFORD.

M. L'nonrieur,
Veuillez annoncer que M. Edgard Montégut sera soutenu pour la place d'Alderman du 5ème district par un
Grand nombre de Votans.

RECORDER
ANTONIO DUCROS.

C'est avec un vif plaisir que nous annongons qu'après de vives sollicitations de la part d'un grand nombre de citoyens respectables, M. Antonio Ducros a consenti à se présenter comme candidat à la place de Recorder. Il est inutile de faire ici l'éloge de M. Ducros, ses antécédens comme alderman et représentant et le caractère indépendant qu'il a toujours montré, ne peuvent manquer de lui assurer les suffrages de la majorité des votants.

INTERIEUR.

NOUVELLE-ORLEANS, 7 Décembre 1833.

Afin de donner à nos abonnés autant de nouvelles que possible, nous avons été obligés d'omettre un grand nombre d'avis qui paraîtraient dans notre édition de ce soir. Les nouvelles que nous publions dans notre feuille, est un choix de tout ce qu'il y a de plus important.

La Législature doit s'assembler lundi prochain.

M. FELIX GRIMA, juge de la Cour Criminelle, a *été nommé* par S. E. le gouverneur, notaire public, en remplacement de M. G. R. Stringer, démissionnnaire.

Le navire *Florida* devait partir du Hâvre pour ce port, le 26 octobre; et le *Bolivar* le 1er. novembre.

REPONSE AUX PARTISANS DE M. LE MAIRE.

On nous demande si nous ne rendons pas aussi le maire responsable des accidents qui arrivent à bord des bateaux-à-vapeur, une pareille question nous paraît étrange, pourne rien dire de plus, dans les colonnes d'un journal qui devrait trouver au bout de sa plume d'autres lignes à tracer en faveur du maire dont il s'est constitué le défenseur. Mais, puisqu'elle nous est adressée, nous y répondrons, en disant que nous rendrions M. le maire responsable de ces accidents, si la surveillance des bateaux-à-vapeur le concernait, quant à leur chargement, à l'examen de leurs bouilloires, et à tout ce qui cause les malheurs que nous déplorons tous les jours, et sur lesquels nous avons déjà appelé et appellerons encore l'attention de l'autorité. Mais nous rendons M. le maire responsable d'une infinité d'autres accidents qui arrivent par la non exécution des ordonnances de police dont il est chargé. Nous le rendons responsable de la mort de cet enfant qui a été écrasé dans la rue St-Louis, par une charrette qui allait au galop, parceque nous ne voyons pas que le maire prenne les mesures qui lui sont tracées pour s'opposer à ces abus. Nous rendons le maire responsable de l'accident arrivé aux MM. Tricou et Seghers. Nous le rendons responsable enfin de tout le mal qu'il a mission d'empêcher et qu'il *ne prévient pas. N'en déplaise aux partisans du maire* qui nous accusent d'être trop virulent dans nos attaques, qui nous taxent d'employer les armes de la calomnie, armes qui n'ont jamais souillé et qui ne souilleront jamais nos écrits, nous publierons tous les abus de l'administration de M. le maire, et nous sommes persuadés que nos expressions ne seront jamais assez fortes pour montrer au public dans toute sa laideur, la lèpre nideuse qui couvre cette administration dont le pays gardera long-temps le souvenir.

Osera-t-on dire que les ordonnances de police sont mises à *exécution*; quand, à chaque pas dans les rues, Condé, Chartres, Royale, St-Anne, Esplanade, Bayou, Quartier, Ursulines, &c., on trouve les banquettes dans un tel état de dégradation, que même en plein jour, il ne faut pas avoir de distraction pour y marcher en sûreté. Soutiendra-t-on que le maire fait son devoir quand depuis le mois de juin, il laisse vacante la place de capitaine de la garde-de-ville. Ce sont là des faits. Qu'on nous réponde donc par des faits à la louange de M. le maire. Nous nous empresserons de les citer dans notre feuille, qui a pris pour devise JUSTICE. C'est là ce que nous attendons du journal auquel nous répondons.

NOUVELLES IMPORTANTES D'EUROPE,
De seize jours plus récentes.

Guerre civile en Espagne—Intervention de la France en faveur de la Reine—Déroute complète des Miguélistes—Prochain départ de don Miguel pour les Etats-Unis—Dispositions hostiles de la Belgique au sujet du Luxembourg—Insurrection en Grèce—Traité d'alliance entre la Russie et la Turquie—Mort de Larochejacquelin—Départ de Mina pour l'Espagne.

Par le navire fin voilier *Isaac-Hicks*, parti du Hâvre le 24 octobre, nous avons reçu nos liasses de journaux de Paris jusqu'au 22, et du Hâvre jusqu'au 23 inclusivement. Les nouvelles confirment ce que nous avons annoncé au sujet de l'Espagne. Ce royaume est en proie aux horreurs de la guerre civile. Don Carlos a quitté les contrées basques et s'avance vers la capitale, à la tête des troupes qui se sont réunies à lui et dont le nombre grossira à mesure qu'il avancera. Des moines marchent à la tête des insurgés. Il est à présumer que le parti de don Carlos triomphera, parce qu'il s'appui sur les prêtres, et qu'à leur tour les prêtres disposent des masses à leur gré; mais ce ne sera pas sans une grande effusion de sang. Le parti constitutionnel prend ses mesures pour résister; dans toutes les villes, les gardes nationales se sont organisées. Mais la reine ne lui inspire pas assez de confiance; elle a conservé l'ancien ministère dévoué corps et âme à la Sainte-Alliance, ce qui n'est pas de bon augure, et dans son manifeste elle se déclare tout-à-fait en faveur des anciens principes qui ne satisfont nullement les constitutionnels. Ainsi, il est à présumer qu'elle n'aura pour elle ni les constitutionnels, auxquels elle ne présente point de garantie, ni les prêtres qui veulent le maintien de la loi salique. Voilà donc une lutte épouvantable qui se prépare, qui en souffrira? le peuple. Le gouvernement français paraît disposé à soutenir la reine. Les autres puissances seront-elles de cet avis? La Russie paraît être en faveur de don Carlos; l'Autriche et la Prusse doivent partager le même sentiment. Que dira l'Angleterre?

On dit que 10,000 hommes de troupes françaises vont être cantonnés à Bayonne et dans les environs, sans compter les troupes distribuées dans les autres parties du département des Basses-Pyrénées. Cette division sera commandée par le général Harispe.

Cinq-cents hommes de cavalerie se dirigent sur Tabes.

Une lettre arrivée à un banquier de Paris, du camp de don Miguel, annonce comme positif que le renvoi de M. de Bourmont, du poste de généralissime de l'armée portugaise, est dû entièrement à des soupçons plus ou moins fondés qui s'étaient élevés dans l'esprit de don Miguel par suite du commencement des négociations qui avaient eu lieu entre Bourmont et lord W. Russel. Don Miguel s'est sans doute rappelé que Bourmont avait trahi sa patrie, et que par conséquent il pourrait bien aussi le trahir lui-même.

La nouvelle officielle de la mort de Larochejacquelin, tué dernièrement devant Isabonne est arrivée à sa famille, qui habite Orléans.

Le *Journal de Paris* dit qu'il n'est pas certain que la convocation des chambres soit déterminée pour le 20 décembre, mais qu'elle aura lieu dans les derniers jours du même mois.

Les journaux belges publient une allocution du pape Grégoire III, prononcé le 30 septembre dernier dans un consistoire secret. Cette pièce reale toute entière sur les derniers événemens du Portugal. Elle est fort hostile au gouvernement de dona Maria, que le pape ne reconnait pas, mais en même temps il ne repousse pas par avance des ouvertures pour terminer la lutte portugaise.

Des lettres particulières de Catalogne annoncent que les esprits sont généralement disposés en faveur de la reine. Le capitaine-général s'est prononcé avec résolution; il organise le corps de milice urbaine.

La Russie n'a pas fait avec la Porte un traité d'alliance offensive et défensive, elle se borne, pour le moment à assurer le Sultan de son assistance, dans le cas où il serait encore menacé par Méhémed-Ali. La Russie aura toujours un certain nombre de troupes à la disposition du Sultan. La Porte de son côté s'engage à donner des avantages plus considérables à la navigation de la Russie, elle prend l'obligation de n'accorder aux autres nations que conditionnellement, le passage des Dardanelles, et la mer de Marmara. Ce dernier point attire l'attention de la France et de l'Angleterre. La peste fait des ravages à Constantinople, cette ville a encore été le théâtre d'un incendie, 6000 maisons ont été la proie des flammes. Le peuple est mécontent du Sultan.

Les dernières nouvelles de Lisbonne annoncent que don Miguel se disposait à partir pour les Etats-Unis. [Il arrivera à propos; il manque un *tigre-royal* à notre ménagerie.]

Des lettres particulières rapportent l'entrevue de M. Mignet et de la reine. L'envoyé a été reçu avec les plus grands honneurs par sa majesté. D'après ces lettres, Louis-Philippe aurait offert le secours d'une armée pour maintenir sur le trône la jeune princesse, aussitôt que les circonstances l'exigeront et sur la demande que lui en ferait la régente.

Des lettres de Madrid du 13 octobre annoncent que la plus grande tranquillité régnait dans cette capitale; le gouvernement avait pris des mesures sévères pour rétablir l'ordre dans les provinces insurgées. Le courrier arrivé le 12, et qui se rendait à Paris, porteur de dépêches de l'ambassadeur pour le gouvernement français, a été arrêté par les Carlistes, à deux lieues de Miranda, et n'a pu continuer sa route pour France qu'au moyen d'une passe délivrée au nom de Don Carlos. Les insurgés se proposaient, dans leur retraite sur Miranda, de faire sauter le pont de l'Edre, afin de couper le passage aux troupes.

Bourmont et plusieurs officiers français font quarantaine à Valencia de Ancantara, et il est probable qu'ils traverseront l'Espagne, pour sortir de la Péninsule.

En Biscaye les mouvements ne se sont pas affaiblis. Toute la province a reçu l'ordre de prendre les armes; tous les jeunes gens, sans exception, doivent s'enrôler pour servir la cause de don Carlos.

Un parti puissant s'est prononcé en Catalogne en faveur de la jeune reine.

Des ordres ont été donnés à divers régimens français de se rendre *en toute hâte* sur les frontières d'Espagne.

Le roi de Hollande refuse de céder le Luxembourg à la Belgique, il sera, dit-on, soutenu dans son refus par les trois puissances du Nord. Le gouvernement belge fait avancer des troupes pour s'opposer au renouvellement de la garnison hollandaise de Maëstricht.

L'Autriche et la Prusse font tous leurs efforts pour établir leur protectorat sur la Suisse. On use de tous les moyens pour y parvenir. On fait peur aux cantons catholiques des conséquences de la révolution de juillet; quant aux cantons protestants on n'a pas de prise sur eux, ils sont partisans de cette révolution.

En Grèce, il a toujours des insurrections partielles, on entend des inquiétudes concernant les affaires ecclésiastiques. Mais en général le gouvernement fait tout ce qu'il peut pour satisfaire le peuple.

On a reçu de Nauplie à Toulon la nouvelle qu'une conspiration contre le roi Othon a *été découverte* au moment où elle allait éclater. Colocotronis, Galispoulo, Crivas, Grigiola et un grand nombre d'autres Grecs ont été arrêtés. De nouvelles arrestations avaient lieu chaque jour.

EXTERIEUR:

FRANCE.

PARIS, 22 octobre.

La question espagnole a fait quelques pas, non pas diplomatiquement, ce qui dans le teme où nous vivons, signifierait peu de chose, mais moralement, s'il est permis de s'exprimer ainsi. On commence à mieux apprécier que ne l'a fait l'état intérieur de l'Espagne et la force et la nature des divers partis qui s'y agitent. Les hommes de l'opposition la plus modérée se sont les premiers aperçus de ce dont dit qu'il était impossible d'importer en Espagne une constitution improvisée par la pétulance et la vivacité françaises. Aujourd'hui on commence à reconnaître que cette impossibilité est d'autant plus grande que le parti qui veut le progrès, en Espagne, est composé d'hommes de la même classe que ceux qui, chez nous, le redoutent le plus. C'est la démocratie en Espagne qui veut la conservation des couvens et des moines; en Espagne, c'est le *bas-peuple*, chez nous si avide de changemens et d'améliorations, qui tient à ses anciens usages et refuse opiniâtrement d'y rien changer.

Une telle disposition des esprits mettrait le gouvernement français dans la plus fausse position, si jamais il intervenait en Espagne à main armée. La guerre civile en Espagne serait faite par la populace au nom des antiques abus et du pouvoir d'un seul, d'une part, et par l'aristocratie au nom du progrès et de la liberté, de l'autre. Jamais, depuis qu'il y a des peuples, une situation pareille ne s'était présentée, et il est logique d'en conclure que les difficultés n'en seront pas résolues par des moyens analogues à ceux qui furent employés dans le passé. Il n'y a pas lieu de s'en désespérer: le règne de la diplomatie n'a duré que trop long tems.

Si le gouvernement s'avisait de vouloir faire de l'intervention, il lui faudrait dire aux Français: "Nous vous faisons battre contre les Espagnols pour leur faire accepter ce que nous jugeons mauvais pour vous." Ce qui serait un non-sens et une absurdité.

—La duchesse de Berri ne paraît pas s'être réconciliée avec sa famille, malgré tout ce que nos gazettes légitimistes ont prétendu sur l'harmonie qui régnait entre les divers membres de la famille; il paraît que plusieurs d'entr'eux refusent de voir Mme de Lucchesi-Palli. En conséquence, aussitôt après l'entrevue qu'elle a dû avoir avec ses enfans, elle doit repartir pour Naples.

—Le *Moniteur* donne des nouvelles de Bougie, d'après de nouveaux rapports du général Trézel. Ces nouvelles, qui vont du 3 au 8 octobre, n'ajoutent presque rien à ce que nous en avons dit récemment. Les travaux militaires se continuent avec activité, malgré les attaques multipliées des Kabailes. Dès le 6, les positions étaient à l'abri de toute attaque sérieuse. Deux blockaus ont été construits à droite et à gauche du front d'attaque; l'armement des forts a été augmenté de plusieurs bouches à feu, et la ville se trouve entièrement à l'abri des efforts de l'ennemi. Des mesures administratives, propres à assurer la tranquillité des habitans, et à faire désirer aux Kabailes d'établir des relations amicales avec les Français, ont été prises par le général Trézel. Ce général continue à se louer du zèle et du courage des marins. Dix-huit hommes ont été blessés, et *quatre tués*.

—Un courrier est arrivé à une maison de banque de la capitale, avec des lettres de l'extrême frontières des Pyrénées, à la date du 15 courant. On prétend qu'on venait de recevoir la nouvelle qu'un engagement sérieux avait eu lieu au sud d'Irun, entre les troupes de la reine et les insurgés. Ces derniers auraient en l'avantage dans ce combat, et ils auraient de nouveau intercepté les communications. La malle de Madrid à Bayonne aurait été arrêtée.

NOUVELLE D'ESPAGNE.

PARIS, 20 octobre.

On écrit de Madrid, 12 octobre:

On dit que don Francisco de Paula est sorti de Madrid, à la tête de 5,000 hommes, pour pacifier les provinces.

—On écrit de Bayonne, 15 octobre;

Un événement a eu lieu à Fontarabie, en faveur de don Carlos; des moines se sont mis à la tête de la *municipalité*, ils ont fait aussitôt placarder des affiches qui promettent cinq réaux, à chacun de ceux qui voudront prendre les armes pour don Carlos.

A Saint-Sébastien, les autorités promettent, de leur côté, sept réaux à ceux qui prendront les armes pour la reine.

El Pastor est arrivé avant-hier au soir à Tolosa, avec 300 hommes de milice. Il s'est formé dans cette ville une junte provinciale, composée des députés de la province dévoués à la reine. Le duc de Grenade et d'autres personnages influens en font partie.

Des lettres particulières de Pampelune donnent la nouvelle suivante:

Le fameux Santos-Ladron était venu dans la Navarre pour la soulever, et s'était réuni à environ 800 volontaires; un combat acharné, qui a duré trois heures, a eu lieu aux Agores de Navarre, entre les volontaires et 400 hommes de troupes, commandées par le colonel Lorenzo, et sorties de Pampelune pour aller à leur rencontre. A la suite de ce combat, Santos-Ladron et trente-trois de ses officiers, anciens gardes-du-corps, ont été pris; le corps des volontaires a été dispersé; Santos-Ladron a eu un cheval tué sous lui; il a demandé à parler au vice-roi de Navarre, mais ceui-ci a répondu par l'ordre de le fusiller. Santos-Ladron a été fusillé immédiatement. La même lettre ajoute que trente des siens devaient subir le même sort.

Un *témoin oculaire donne les renseignemeets suivans* sur les événemens qui ont eu lieu à Vittoria:

Des prêtres, qui avaient provoqué des rassemblemens le 6 au soir, envoyèrent dans la même nuit des émissaires dans les communes voisines pour y soulever les royalistes armés; ils persistèrent long-temps pour que l'insurrection se fit dans la nuit, mais la fermeté du colonel des volontaires royalistes, M. Valentin Verastegny, les détourna de ce projet: il fut décidé que Charles V serait proclamé roi dans la matinée du 7. Le lendemain la générale fut battue à huit heures du matin, et vers neuf heures tous les volontaires royalistes de Vittoria, avec ceux des communes voisines, se trouvèrent réunies hors les portes; leur colonel leur fit connaître le but de leur réunion et leur ordonna de bien se conduire envers les concitoyens, sous peine d'être passés par les armes. Dans ce même moment les soldats en garnison à Vittoria, au nombre de 100, et 60 carabiniers de la douane se réunirent en armes et se disposaient à marcher sur les volontaires royalistes, lorsque le *député* de la province les engagea par de vives supplications, à quitter la ville, afin de la préserver des malheurs qui auraient pu être la conséquence de leur projet. Vers les dix heures tous les volontaires royalistes, commandés par Verastegny, les prêtres Paracuatro, Mendoza et Martinez, à la tête de plusieurs colonnes; et les étudians du séminaire armés se réunirent *sur la place Neuve*: là le colonel fit la lecture de sa proclamation et la termina par le cri de *vive Charles V*, qui fut répété par ses *soldats*.

Le 9, M. Verastegny ordonna aux dépositaires des caisses publiques de tenir tous les fonds à sa disposition; il les retira le 10. On les évalue à 100,000 piastres.

Le 10 au matin les volontaires de Vittoria, au nombre de 1200 avec 600 hommes de la banlieue, se dirigèrent sur Miranda avec deux pièces de canon; les 28 carabiniers les suivirent. On porte à 1500 le nombre des insurgés de Guepuzcoa, cantonnés à Villaréal, reçurent l'ordre le 11 de ce rendre à Bilbao. Ils ne laissèrent que 300 chevaux dans un village nommé Segura. Tous les chevaux des particuliers furent mis en réquisition par la junte, ainsi qu'une grande quantité de mulets.

Le général Saarfield, commandant le corps d'armée de l'Estramadure, doit arriver sous deux jours au plus tard, à la tête de 8,000 hommes de troupes, pour soumettre Vittoria.

Quelques Français, qui cherchaient à rentrer en France en frétant un bâtiment, ont été obligés de rentrer à Bilbao.

PARIS, 22 octobre.

—*On lit dans le Journal des Débats*:

On nous écrit de Bayonne, le 14 octobre: "Une des diligences parties d'ici pour Madrid, et arrêtée à Vittoria avec quelques voyageurs français, est arrivée aujourd'hui dans notre ville; elle a été obligée de rebrousser chemin après avoir été retenue 48 heures à Vittoria. Les voyageurs rapportent que depuis Vittoria jusqu'à Bilbao il y a environ 16,000 hommes pour les armes; mais ils assurent aussi que la plupart de ces individus ont été forcés de prendre les armes et qu'aussitôt que les troupes de la reine se montreront en nombre suffisant, presque tous retourneront dans leurs foyers.

"On a formé un comité à Vittoria sous la présidence de M. Verastegui. Les quatre membres appartiennent au haut-clergé. Ce comité représente l'autorité de D. Carlos. On s'est emparé des fonds de la douane et de ceux de la direction des postes.

"M. Verastegui a adressé aux habitans de la province une proclamation très énergique qui se termine ainsi:

"Alavèses, il ne dépend que de vous d'appuyer l'autel et le trône de notre auguste et légitime monarque don Carlos, contre cette *canaille de tibéraux*, ou de contribuer à la ruine de la patrie. J'espère que, fidèles à votre religion, vous ne négligerez rien de ce qui sera en votre pouvoir pour exterminer la faction libérale qui voudrait après la mort de notre bien aimé souverain, et en foulant aux pieds ses dernières volontés nous imposer le joug d'une reine dont les conseils pervers la conduiront à sa ruine totale, si elle ne dépose l'autorité usurpée entre les mains du nouveau monarque espagnol Charles V. Soyons unis, braves Alavèses: résistons à la force par la force, en attendant que notre roi soit installé à Madrid, ce qui ne sera pas de longue durée, puisque déjà il a mis le pied sur ses domaines. *Vive le Roi! vive Charles V! vive la religion!*

"*Signé* VERASTEGUI."

On nous écrit de Bayonne, le 10:

"Quelques voyageurs, échappés des provinces basques, nous ont apporté des nouvelles de Vittoria et de Bilbao. La première de ces villes s'est soulevée le 6, et a proclamé don Carlos. Environ 150 soldats, qui se sont échappés, ont rejoint à Tolosa les débris du corps de Castanon, repoussé devant Bilbao. Il ne reste pas 400 hommes à ce général.

"La Biscaye toute entière s'est constituée au nom de Charles V. C'est le marquis de Valdespina qui a pris le gouvernement civil de la province, et le brigadier Zavala le commandement des troupes. Don Guillermo Whagon, frère aîné du député de ce nom est le plus riche propriétaire du pays, a *été mis en prison* avec environ 300 individus accusés d'être libéraux ou *christinos*. Pour enrichir leur caisse par un impôt forcé d'une espèce nouvelle, les révoltés ont mis à prix d'argent la rançon des prisonniers. On exige de M. Whagon 80,000 piastres pour racheter sa vie.

"Les carlistes de Biscaye se préparent à une vigoureuse résistance s'ils sont attaqués. Vingt mille volontaires armés sont déjà réunis à Bilbao. On fortifie le couvent de San-Francisco, où se distribuent des munitions de guerre depuis long-temps amassées; et les nouvelles autorités ont envoyé un exprès à Madrid pour signifier au gouvernement de la reine que les Biscayens sont décidés à mourir ou à faire couronner don Carlos. On a placardé dans la ville de grandes affiches qui portent en gros caractères: *Vive Charles V! vive l'inquisition! mort aux négres!* Toutes les fois que l'horloge sonne, on oblige les passans à répéter ces cris.

PARIS, 21 octobre.

L'*indicateur de Bordeaux* publie, dans son numéro du 16, cette proclamation carliste, répandue à Victoria le 7 octobre dernier. On peut juger par là si le parti constitutionnel est en jeu, et si la reine pourrait se passer de son assistance:

"Alavèses,

"Il est enfin *arrivé* ce jour tant désiré pour les bons et si terrible pour les méchans.

"La faction, poursuivie déjà, et que vous poursuivez encore, prend toutes les formes; elle prend même la vôtre, que, cependant, elle proscrit en réalité; en outre, elle viole, sans l'assentiment du pouvoir législatif, la loi fondamentale de succession, et éloigne du trône le meilleur des Bourbons, le prince qui y a d'incontestables droits, privant par-là les bons Espagnols des flatteuses espérances qu'ils avaient conçus de son règne.

"Il n'est pas difficile de pénétrer les pervers de cette faction pour celui qui connaît la *mauvaise foi. Leur but* est: l'exécration de Dieu, la prescription du sacerdoce, l'abolition des *cérémonies*, la non-liberté de penser, l'immoralité, le débordement de toutes passions, les vengeances, les vols, les assassinats, l'impunité de tous les délits; en un mot, la destruction des autels et des trônes.

"Du lieu de son exil, l'auguste prince a protesté contre tous les actes illégaux du gouvernement qui pourraient scandaleusement l'exclure des droits que la nature lui donne, ainsi que les lois de la monarchie, pour lesquels les rois et les empereurs lui ont offert leur protection; il vous ordonne, aujourd'hui que *son auguste frère* est décédé, de prendre les armes et de déployer votre héroïsme pour placer sur le trône l'excellent prince *sérénissime*, le seigneur don Carlos.

"Compagnons d'armes, levez-vous! c'est notre légitime souverain qui vous parle. Loyauté, royalisme et fidélité doivent être votre devise; écoutez le roi que vous désirez; c'est ici qui a établi dans les provinces de légitimes représentans pour conserver nos priviléges.

"Ceux que dépend, Alavèses, le trône espagnol; vous êtes catholiques, et la cause de Dieu vous appelle. Le plus désiré de vos rois espère votre appui pour exterminer la canaille libérale.

"*Vive Charles V! vive notre auguste souverain!*

"Vittoria, le 7 octobre 1833.

VALENTIN VERASTEGUY.

Le même journal, dans son numéro du 17, que nous recevons par voie extraordinaire, donne les extraits suivans de sa correspondance particulière:

"Bayonne, le 14 octobre 1833.

"La publication suivante a été faite à Tolosa:

"Aussitôt que la députation eut connaissance des mouvemens de Bilbao, elle *prit toutes les mesures* qui étaient en son pouvoir pour maintenir la tranquillité.

"*Dans la nuit du 8 courant*, la députation a reçu un office de don Francisco Castagnon, capitaine-général de cette province, afin qu'elle eût à se réunir à Tolosa pour prendre des mesures pour s'opposer à la scandaleuse rébellion qui s'est manifestée à Bilbao et sur d'autres points.

"La députation transférée dans cette ville, s'est installée hier au soir, et a convoqué pour le 17 du courant les députés manquans.

"Il a été décidé aujourd'hui d'établir une colonne mobile de volontaires, pour ne servir que dans la province; il sera complété frane 30c. par jour aux simples soldats; la paie des officiers sera en proportion. Cette détermination sera publiée dans toutes les provinces, et les maires dirigeront les *volontaires sur Tolosa*. Afin que ces mesures reçoivent l'approbation de la jeune particulière, elle est convoquée pour le 17 du courant.

"Je vous le communique, etc.

"Tolosa, le 8 octobre 1833.

"IGNACIO-SABAS BAZOTA."

"Le colonel Erraso, qui commandait environ 300 carabiniers à Ronceveaux, a proclamé don Carlos."

"Ascovetia est le centre du foyer carliste; le chef de la junte est M. Urtado, de Mendosa; ce doit être forcément qu'il occupe ce poste, ses opinions n'étant rien moins que carlistes.

"Notre sous-préfet a reçu l'ordre par le télégraphe de faire interner les réfugiés espagnols, s'ils ne préféraient rentrer en Espagne. Cet ordre a déjà été intimé à plusieurs, et notamment à M. S., carliste. Pour les constitutionnels, il paraît que nos autorités se prêtent à ce que ceux qui se présentent puissent aller se joindre au général Castagnon, et elles ont écrit à ce général à ce sujet.

"Je puis assurer que Mina, qui est en Angleterre, se dispose à se rendre en Espagne, mais qu'on ignore la voie qu'il prendra pour y arriver.

"Une dépêche télégraphique arrivée avant-hier, a ordonné a l'achat d'une grande quantité de fourrages.

"La garde nationale recommence aujourd'hui son service, les compagnies d'élites étant déjà épuisées par le poste de la place de la Liberté

"Les gardes nationaux à cheval font le service de Bayonne à Irun, pour la correspondance officielle de la frontière.

"Le ministère de la guerre a ordonné qu'un procédât immédiatement au demi-armement de la place; des artil leurs en garnison à Bayonne sont parti pour Saint-Jean-Pied-de-Port et Navarrenx pour le même objet."

Autre lettre de Bayonne, du 15 octobre.

"Pour la seconde fois la malle d'Espagne nous a manqué; nous ne savons par conséquent rien de bien positif sur ce qui se passe au-delà de l'Ebre.

"Hier, est arrivée une diligence de l'administration des Calechero qui, depuis cinq ou six jours, avait été retenue à Salinas par des révoltés; dans la voiture étaient trois à quatre personnes venues de Bilbao; d'après leur rapport, cette ville est assez tranquille sous la domination des carlistes; toutes les affaires y ont entièrement cessé, les boutiques sont toujours fermées; on permet aux femmes d'en sortir; quant aux hommes, ils pourraient bien encore en partir, mais après avoir au préalable acquitté les fortes contributions forcées dont on y frappe les riches, et particulièrement les commerçans. Les contributions sont portées, dit-on, à 900 mille piastres.

"Le consul français a obtenu que tous les individus de sa nation puissent sortir de la ville; on assure dit même qu'un général ils se seraient embarqués précipitamment, et d'après les sollicitations dudit consul, sur une barque qui, cependant, ne paraît pas; ce qui nous fait craindre qu'on ne l'ait retenue à Portugalette, qui est au bas de la rivière.

"Les principaux chefs de l'insurrection dans ces provinces sont le *comte de Grenada, vieillard d'un fanatisme outré*; Vérastéguy et Pau de Espina; l'on voit des moines à la tête des compagnies.

Le colonel Jaureguy, dit *el Pastor*, parti de St. Sébastien avec près de deux cents volontaires, s'est porté à Tolosa, où est le quartier général de Castagnon; c'est de là que Jaureguy partira; avec un millier de braves qu'on croit qu'il aura alors sous ses ordres. Dans trois ou quatre jours il en est parti de Bayonne une soixantaine; nous verrons bientôt si MM. les carlistes auront le courage de se défendre.

"Il n'est qu'une opinion sur le peu de confiance que présente le ministère actuel, en particulier le ministre-d'état Zéa. Ses antécédens sont trop connus pour qu'on ne croie pas qu'il manifeste son opinion lorsque le moment lui paraîtra opportun. Qui ne sait que pendant le gouvernement des cortès, en 1820, chargé d'une mission importante et secrète auprès des gouvernemens de France et Angleterre, Zéa se rendit à la Seo-d'Urgel, et communiqua à la junte apostolique tous les détails de sa mission. Le marquis de Mataflorida, qui était le chef de cette junte, fit connaître le fait dans le temps; aussi, la généralité des Espagnols, de ceux même qui sont du parti modéré, ont peu de confiance en ce ministre, et voudraient le voir éloigné des affaires. Toutefois, si les ministres venaient à trahir la cause de la reine, ils seraient tous massacrés; il y a à Madrid environ dix mille individus qui, volontairement, se sont armés en faveur de la reine, et tiennent l'œil ouvert sur les opérations du gouvernement. Depuis bientôt un an, quand Ferdinand passa pour mort, les carlistes organisèrent parfaitement leurs machinations; des armes se fabriquaient pour eux à Lecumberry: le gouvernement ne devait pas l'ignorer; des masses d'imprimés en faveur de don Carlos, venant de France, ont inondé l'Espagne, et il y ont pénétré sans de grandes difficultés. Enfin, une foule d'autres faits viennent justifier la crainte où l'on est que le ministère n'agisse pas franchement pour la reine.

"C'est à un village nommé Barundo que siège la junte générale de l'insurrection.

"Les courriers pour l'Espagne sont toujours expédiés de notre ville; ils doivent, à Tolosa, prendre la gauche, longer la Navarre, et aller joindre la grande route de Madrid à Saragosse: c'est vraisemblablement par cette voie que nous arrivera bientôt la correspondance de Madrid."

Toutes ces nouvelles sont venues par la voie de Bayonne, et regardent cette partie de l'Espagne qui l'avoisine. Le *Bulletin du soir* donne les détails suivans sur ce qui se passe du côté de Perpignan:

"On lit dans une lettre particulière de Bourg-Madame (Pyrénées-Orientales) en date du 13 octobre:

"Un mouvement insurrectionnel de peu d'importance avait éclaté à Prats de Llusanne, dans le département de Vich. Il a été presqu'aussitôt comprimé par un détachement d'infanterie envoyé de Barcelonne et 200 hommes partis d'Olos.

"L'organisations des gardes nationales est toute préparé à Barcelonne, les officiers sont nommés et les cadres formés. En 24 heures, six régimens de milices urbaines remplaceraient les troupes de la garnison dans le cas où celles-ci devraient être dirigées en colonnes mobiles dans l'intérieur de la Catalogne.

"Déjà 500 habitans sont organisés à Tarragone avec l'autorisation du capitaine général. Toutes les mesures sont prises pour assurer dans la province la libre règne de S. M. Isabelle II.

"Une autre lettre du département des Pyrénées-Orientales porte que le lieutenant-colonel D. Joseph Galceran, Montaner, de Berga et Cose Dit Tudo, arrivés récemment des présides de Ceuta, où ils avaient été envoyés par suite de la révolte de 1827, étaient parvenus à rassembler quelques bandits dans le camp de Tarragone. Ne trouvant aucune sympathie dans la population, et serrés de près par les troupes de la reine, ils prirent la fuite, après avoir frappé de vive force une contribution de 400 piastres sur quelques petites localités.

"Les décrets du 17 et 21 août 1825 sur la répression des désordres ont été publiés en Catalogne pour recevoir, s'il y avait lieu, la plus immédiate exécution.

"Le 1er. bataillon des milices urbaines de Barcelonne portera le nom de *Volontaires royalistes d'Isabelle II.*

"Il sera composé de 6 à 7 cents hommes. Plus de 4,000 habitans s'étaient inscrits pour en faire partie. Les cadres des autres bataillons sont formés.

"La réception qui a *été faite au Pastor*, à son arrivée à Saint-Sébastien, doit un peu décourager le parti carlotique. Jamais souverain n'a reçu de plus grands honneurs. C'est la cause des peuples et des institutions libérales qu'on a saluée dans cet ancien pâtre, qui s'est fait soldat pour délivrer sa patrie, et qui reprend le fer pour la sauver encore.

"Le capitaine-général Castagnon s'est rendu au-devant de lui avec son état; et, au milieu d'une foule de peuple que sa présence a électrisée, il a passé l'inspection des troupes à Tolosa, et a accepté le commandement général de tous les volontaires constitutionnels de la province."

On nous écrit de Bordeaux, et nous garantissons le fait, que le général espagnol Gastanon, qui essaie de réunir à Tolosa quelques troupes pour soutenir, dans les provinces basques, le parti de la reine, a expédié son secrétaire à Bordeaux, pour conjurer les réfugiés constitutionnels de courir à son aide. Les hommes influens auxquels il s'est adressé lui ont répondu que la reine Christine avant par son manifeste, rompu avec le parti constitutionnel, et pris des engagemens avec le parti contraire, ils ne lui devaient point leur secours, et qu'ils étaient décidés à ne prendre aucune part dans une querelle de famille.

On annonce que le mouvement carliste s'est propagé de Vittoria jusqu'à Burgos, où il a éclaté avec violence, et dans tous les points intermédiaires.

ANGLETERRE.

LONDRES, 20 octobre.

Nous avons reçu ce matin des lettres de Lisbonne; nous les donnons malgré leur date arriérée, parce qu'elles renferment d'importantes nouvelles: c'est le transport l'*Industrie* qui nous apporte cette lettre datée du 1er courant, de Lisbonne, et à laquelle les lettres du 5 que nous avons publiées faisaient allusion. La lettre commence par quelques détails sur la perte de la *Ville de Waterford*, près des Martinhos. Les objets perdus pouvaient s'élever à une valeur de 40,000 *livres sterling*; il y avait entr'autres articles une boîte renfermant des lettres reçues par D. Pedro, de ses ministres et d'autres personnages; cette perte cause une vive anxiété; le parti miguéliste pourrait maintenant nous donner la revanche en publiant ces correspondances interceptées. Les guérillas ont fait prisonniers 25 hommes de l'équipage. Les nouvelles des Algarves sont très défavorables; les guérillas, maîtresses de tout excepté Lagos, Faro et une petite ville, détruisent tout. Le 28, 500 hommes ont été dirigés *de ce côté; cette force est insuffisante. 50* ou 60 marins de l'équipage de don Maria ont passé au *service de don Miguel. Les déserteurs qui nous arrivent* nous annoncent que don Miguel rassemble ses forces et prépare une attaque générale. Don Pedro a passé, le 29, toute la journée, dans les lignes de défense, pensant que l'attaque allait avoir lieu. Il a passé les troupes en revue et tous les officiers ont eu l'honneur de baiser la main de la reine. Nos soldats ne demandent qu'à sortir: on sait que don Miguel n'a pas de pièces de campagne, il ne manque pas de provisions, mais ses soldats sont mal vêtus et sont sans souliers. Le *Georges IV* avec un autre bâtiment a porté 1400 hommes à l'Peniche. Leur force en cet endroit est de près 4,000. Le bruit a couru hier qu'une conspiration avait éclaté parmi les Français qui sont au service de l'empereur. Il en a été envoyé quelques-uns au château, ils s'étaient énivrés; mais un sergent a été arrêté, il est prévenu d'avoir fait passer à don Miguel le plan des lignes. L'amiral Parker a envoyé à diverses reprises des parlementaires auprès de don Miguel, qui ne se pique pas d'un grand respect pour les propriétés anglaises en dehors des lignes. 14 bâtimens nous ont apporté des provisions; nous ne manquons de rien, et le besoin d'eau ne se fait pas encore sentir. Une frégate française vient d'arriver, on ignore pour quel objet; on dit qu'un courier espagnol qui vient d'arriver a surtout pour but de faire les préparatifs du départ de don Carlos.

Il y a quelques jours, don Carlos a fait demander s'il serait reçu à Lisbonne ou si on lui permettrait de s'y embarquer. Don Pedro lui a répondu que, dans tous les tems, il serait reçu avec tous les honneurs qui lui sont dûs, qu'un vaisseau se tiendrait prêt à le porter partout où il voudrait, mais qu'il eût pour agréable de faire prévenir de son arrivée, pour qu'on disposât une garde d'honneur; que vu la situation actuelle du pays, on ne pourrait le recev